

Israël et les INTELLECTUELS français de 1967 à 1982

Misha Uzan

Doctorant à l'université de Paris X-Nanterre.

L'

une des caractéristiques du conflit israélo-arabe est l'intérêt qu'on lui porte généralement, qu'il soit favorable ou défavorable à l'une ou l'autre des parties du conflit. Bien qu'il ne soit pas la préoccupation première des Français, il est clair qu'il prend une place qu'aucun conflit avant lui n'a occupée, d'autant plus importante que les territoires et les populations qu'il concerne sont de taille réduite au regard de celles qui sont engagées dans d'autres conflits mondiaux. Cet intérêt s'est manifesté, dès les premières décennies de l'Etat d'Israël, sous la forme d'une prolifération d'ouvrages, d'articles de journaux et de reportages, si nombreux qu'on est tenté de s'interroger sur les raisons de cet intérêt.

A cet égard, les intellectuels sont un indicateur non négligeable. Réagissant publiquement et souvent politiquement à l'actualité, aux événements, aux guerres, aux attentats contre Israël puis aux représailles qui suivent, ils font bien souvent l'opinion, la forgent, l'influencent et parfois la contredisent. Difficile à saisir à court terme, on sent parfois cette influence à moyen et long terme auprès des diplomates ou au sein de la population et de l'« opinion publique » si complexe, diverse et nombreuse.

De ce point de vue, l'intelligentsia française, si réputée en Europe et ailleurs, constitue un objet d'études intéressant. Sa vision, sa compréhension, son imaginaire du conflit israélo-arabe, sont riches d'enseignement¹.

En matière d'histoire des intellectuels une voie historiographique est déjà toute tracée : l'histoire des sociabilités intellectuelles menée par un certain nombre d'historiens, de Jean-François Sirinelli à Nicole Racine, en passant par Michel Trebitsch, Michel Leymarie ou encore Christophe Charle, pour sa version bourdieusienne. Cette histoire sociale et culturelle des intellectuels reste cependant pauvre quant il est question d'Israël.²

Nous nous intéressons à la période allant de la guerre des Six Jours, en juin 1967, à 1982, avant ce qu'il conviendrait aujourd'hui d'appeler la « première guerre du Liban » pour Israël, une période riche en événements que nous analysons dans ses idées matricielles gouvernant la compréhension du conflit. Elle comprend non seulement les guerres de 1967 et d'octobre 1973, mais aussi quelques points marquants comme l'attaque d'un commando du F.P.L.P. contre un avion de la compagnie El Al le 26 décembre 1968, suivie des représailles sur l'aéroport de Beyrouth et du boycott total de la France sur les armes à destination d'Israël, *Septembre noir* et l'affrontement entre le Fatah et les troupes du roi Hussein de Jordanie en septembre 1970, les décisions de l'Assemblée générale onusienne, surtout celle du 13 novembre 1974 faisant de l'O.L.P. le « seul représentant légitime du peuple palestinien » et celle du 10 novembre 1975 où le sionisme est assimilé à une « forme de racisme », la « révolution par les urnes » israélienne en 1977 avec l'arrivée du Likoud au pouvoir pour la première fois au sein de l'établissement sioniste, la première paix israélo-arabe bien sûr, avec les accords de camp David de septembre 1978 entre l'Égypte de Sadate et l'Israël de Begin, entérinés le 26 mars 1979 à Washington jusqu'à la visite de François Mitterrand en Israël, première visite officielle d'un président français en exercice, et jusqu'au retrait total des Israéliens du Sinaï en avril 1982. La période est bien remplie et riche en réactions et contre-réactions, attaques verbales et contre-attaques, dans les journaux français comme dans les différentes revues intellectuelles. Dans cette perspective, ce sont moins les événements que leur interprétation qui nous ont intéressés comme révélateurs des visions intellectuelles françaises sur l'Etat d'Israël et son conflit principal. Il s'agit donc, à travers le dépouillement des principaux et grands ouvrages et articles de périodiques (journaux et revues) de reconstituer l'univers, les propos et les conflits opposant de petites et de grandes figures intellectuelles, telles que Maxime Rodinson, référence marxiste sur le sujet, Jean-Marie Domenach ancien directeur d'*Esprit*, Jacques Madaule, fondateur de *l'Amitié judéo-chrétienne*, ou encore Pierre Vidal-Naquet, grand historien antiquisant, mais aussi beaucoup d'autres intellectuels de toutes les sensibilités, que ce soit Eric Rouleau, journaliste féroce antisioniste au *Monde*, Jean Daniel du *Nouvel Observateur* ou René Andrieu rédacteur en chef de *L'Humanité*. Ou bien encore

des personnages plus favorables à l'Etat juif et au sionisme tels que Jacques Hermone, auteur de *La gauche, Israël et les Juifs* en 1970, Jacques Soustelle ou bien Paul Giniewski – l'un des plus fervents militants pour Israël – et Jacques Givet, auteur de *La gauche contre Israël, Essai sur le nouvel antisémitisme*. L'intérêt de l'étude du discours d'intellectuels connus et moins connus sur Israël et son conflit, est de comprendre au plus près du texte les représentations voire les idéologies qui expliquent leurs positions. C'est l'argumentation des auteurs qui nous a intéressés, plutôt que leur psychologie.

Leurs schèmes intellectuels se comprennent souvent en fonction du poids de l'histoire occidentale, européenne et française qu'il s'agisse de la Shoah ou de la guerre d'Algérie, ou bien de la pensée chrétienne ou juive lorsqu'il s'agit d'une image « incarnative » ou idyllique que représente ou devrait représenter Israël ou le « peuple d'Israël ». L'intelligentsia se dispute au sujet de l'avenir d'Israël, de son identité ou de ses territoires. L'étude des idéologies développées à l'époque par les intellectuels français permet de faire ressortir un certain déficit intellectuel dans la conception de cet Etat complexe, confronté à un environnement relativement hostile.

Israël : création et expansion

S'il est une conception qui réunit des intellectuels aussi différents que Raymond Aron, Maxime Rodinson, Richard Marienstras et même Gilles Mermoz de *Rivarol*, c'est l'idée qu'Israël s'est construit sur une « terre arabe », provoquant réfugiés et refus arabes, quelles que soient les responsabilités d'Israël ou de ses voisins dans la durée du conflit. Cette idée omniprésente fait déjà peser sur l'Etat d'Israël le reproche d'un péché originel. Le péché, nous dit Aron qui en parle sans complexe jusque dans ses *Mémoires*, consiste à disposer « d'une partie d'une terre que les Arabes tenaient pour leur »³, une conception qu'il développe d'ores et déjà – et il est loin d'être le seul – bien avant la guerre de 1967 et donc avant la conquête de nouveaux territoires aujourd'hui contestés. Dans un article du *Figaro littéraire* du 24 février 1962⁴, un journal dont la portée ne peut être niée, il estime que le fait « que les Israéliens invoquent les droits historiques d'antériorité ne convainc personne. Au bout de quelques siècles, il y a prescription ». Un point de vue qui, émanant d'une personnalité si haute, réfléchie et rationnelle, permet d'entrevoir l'étendue de la contestation du fait israélien. L'Etat d'Israël se voit ainsi remis en cause et discuté dans toute sa légitimité et tout son territoire, tant à droite qu'à gauche, tant avant 1967 qu'après. Sur le plan de l'essence d'Israël, la guerre de 1967 ne constitue en aucune façon un « grand tournant ».

Anticolonialisme de gauche contre anticolonialisme juif

Dès 1967, la gauche intellectuelle est fortement en question. Des ouvrages conçus après la guerre des Six Jours sont là pour nous le rappeler. En 1970, est publié *La gauche, Israël et les Juifs* de Jacques Hermone⁵, dont toute la dernière partie s'attache au traitement du conflit israélo-arabe par les auteurs et journaux affirmés à gauche. Déjà en avril 1968, Jacques Givet publiait *La Gauche contre Israël ? Essai sur le nouvel antisémitisme*⁶. L'auteur, qui pourtant se réclame d'une autre gauche et est un ancien compagnon de ceux qui luttèrent contre l'O.A.S. au temps de la guerre d'Algérie, n'en estime pas moins que l'intelligentsia de gauche, depuis l'été 1967, renoue avec des positions à l'encontre d'Israël, qu'on connaissait jadis appliquées aux Juifs dans leur ensemble, l'antisionisme de cette gauche n'étant que la façade d'un nouvel antisémitisme, plus subtil, mais réel. Jacques Givet – poète et journaliste écrivant dans la revue communautaire juive *L'Arche* – se distingue principalement de cette gauche, non seulement en critiquant sa compréhension des faits juif et israélien, mais aussi en prenant sa distance d'avec le marxisme, qu'il soit mou ou dur, et par son refus de croire à un « sens de l'histoire » prédéterminé. En effet, le marxisme et ses vicissitudes, communiste et tiers-mondiste, déterminent alors encore largement la conception du conflit israélo-arabe, opposant un Israël impérialiste à un « monde arabe » progressiste. Une « conception matérialiste » du sionisme et des relations entre peuples et populations trouve sa théorisation la plus achevée, en France, dans les écrits de Maxime Rodinson⁷. Pour lui, la question de la prise d'une « terre arabe » tout comme le soutien accordé aux sionistes par la Grande-Bretagne en 1917 par la déclaration Balfour, font du sionisme un mouvement d'essence colonialiste et impérialiste, s'appuyant sur les différentes puissances successives : les Turcs ottomans avant 1917, la Grande-Bretagne colonialiste ensuite, les Etats-Unis et l'impérialisme américain dans le nouveau contexte de la guerre froide. A chaque fois selon lui, la population arabe de la région est spoliée, opprimée et colonisée par un mouvement puis un Etat fondés sur des considérations « ethnico-religieuses » : celles du « sectarisme » particulariste de certains Juifs, qui ne sont pour lui que les adeptes d'une religion, au demeurant tentés par le judéo-centrisme et un sentiment de supériorité. Professeur à l'EHESS, président du G.R.A.P.P.⁸ et auteur du si célèbre et si controversé article « Israël, fait colonial ? » – où il répond bien sûr par l'affirmative – Maxime Rodinson est un pilier du combat intellectuel contre Israël. Si tous les marxistes et marxisants ne qualifient pas nécessairement Israël en ces termes⁹, la conception d'un Etat d'Israël illégitime – mais toléré – dépasse, elle, le cadre marxiste et marxisant. D'un certain point de vue, en effet, l'Israël de 1967 reproduit l'expansion opérée en 1948 comme depuis les débuts de

l'implantation sioniste, en s'étendant sur d'autres territoires jugés arabes. Cette vision des choses est pourtant contestée. Dans un article donné à la revue *Éléments* du « Comité de la gauche pour une paix négociée au Moyen-Orient »¹⁰, Jean-François Revel¹¹ juge que « si un pays pouvait se prévaloir d'une quelconque continuité de souveraineté sur le territoire en cause, ce serait plutôt la Turquie ». Ceci n'empêche pas néanmoins à ses yeux que les Juifs, privés de tout territoire, aient un droit de souveraineté dans la région, d'autant que « pour [lui] rien n'efface le fait qu'au point de départ il y a une communauté qui accepte la coexistence et l'autre qui n'envisage que l'extermination ». Dans son article commentant le livre de Maxime Rodinson, *Israël et le refus arabe*, publié en 1968¹², Paul Giniewski répond à l'orientaliste marxiste qu'« on ne voit absolument pas pour quelle raison la culture arabe ou musulmane doi[t] être considérée comme caractéristique, et d'une légitimité prédominante, dans le Moyen-Orient. [...] Avec les Juifs, les différentes dénominations chrétiennes, les ethnies ottomane, grecque, kurde, druse, etc. Le Moyen-Orient est une région à vocation multiple, où l'on ne voit guère pourquoi le souvenir de la prédominance arabe (d'ailleurs antérieure à la prédominance ottomane, puis européenne et enfin israélienne) doit primer. Cette exigence pan-arabe a le caractère du pan-slavisme des tsars, du pan-germanisme des nazis, et est à rejeter. »¹³

Chaque camp fait donc preuve d'une conception, à la base, radicalement opposée à l'autre camp. Pour Giniewski, comme pour Givet, Robert Misrahi, professeur de philosophie à la Sorbonne ou encore Albert Memmi, écrivain de nationalité et française et tunisienne, les Juifs ont pleinement leur place au pays des Hébreux et le sionisme, loin d'être un mouvement de colonisation, lutte au contraire pour la libération du « peuple juif sur sa terre ». Une libération que le temps passé depuis le dernier Etat juif dans la région ne saurait effacer, tant la volonté des Juifs de retrouver le territoire dont ils ont été chassés – et où certains des leurs sont restés ou bien sont retournés depuis longtemps déjà – a été forte et omniprésente dans la culture et l'histoire juives. Si Paul Giniewski fait l'histoire de ces tentatives tout au long de l'histoire diasporique dans le premier chapitre de sa grande histoire du sionisme¹⁴, Shmuel Trigano les résume en une phrase : « il n'y eut d'histoire juive que parce qu'il y eut une idée de retour »¹⁵. Il serait donc de mauvaise foi, de ce point de vue, de faire du colonisé un colonisateur.

Mais là encore, dans cette joute intellectuelle qui touche à la légitimité d'une catégorie de population sur un territoire donné, on ne saurait faire abstraction de l'identité de ses différentes populations. Ainsi le conflit se complexifie largement en fonction de la définition et de la sémantique que l'on attribue à celles-ci.

Peuples, populations et religion : un conflit sémantique et identitaire

Interrogé par les journalistes de *France inter* en janvier 1978, Menahem Begin – alors premier ministre de l'Etat d'Israël – s'exprime en ces termes : « Qu'est-ce que cela veut dire, la Palestine ? La Palestine est la terre de nos ancêtres (...) Que signifie le mot de Palestinien ? Moi aussi, je suis un Palestinien. Nous sommes des Palestiniens juifs. De même, il y a des Palestiniens arabes. »¹⁶ Pour Wladimir Rabi, célèbre juge et contributeur régulier d'*Esprit*, ceci ne relevait que d'« arguments de pure sémantique [...] ce qui a fait soutenir à tous les gouvernements israéliens qu'il n'y avait pas de peuple palestinien. »¹⁷ Pourtant au vu des différents discours et d'une perspective historique, les choses apparaissent plus complexes. Une complexité, un enchevêtrement des termes et des concepts qui malgré tout, faute d'être plus clairs, laissent Begin largement incompris. Car les mots ont un sens et ce sens est mouvant. Le rénovateur de l'histoire politique en France, René Rémond, bien que non spécialiste de la question, ne pouvait manquer de remarquer ce transfert sémantique. Il constate par exemple qu'« il existait en 1946 une ligue pour l'indépendance de la Palestine – c'est-à-dire pour Israël. [Or] aujourd'hui [en novembre 1973] la même appellation désigne exactement le contraire ; et il a suffi de deux décennies pour que le même mot change radicalement de contenu. »¹⁸ Mais bien souvent, on s'arrête là, sans chercher à comprendre ni le pourquoi de ce transfert, ni ses conséquences. S'il ne nous appartient pas de faire l'histoire de ce mot, son utilisation révèle le triomphe – sans doute aussi par commodité – de la définition du terme par la charte de l'O.L.P. qui proclame dans son article premier que « La Palestine est la patrie du peuple arabe palestinien » qui fait « partie intégrante de la nation arabe », et dans son article cinq : « Les Palestiniens sont les citoyens arabes qui résidaient habituellement en Palestine jusqu'en 1947 ». A ceci près que nombre d'auteurs excluent bien souvent des « Palestiniens » les Arabes devenus Israéliens par la nationalité.

Plus qu'un problème sémantique, il y a ici une confusion identitaire que nos auteurs ne traitent pas toujours. Pour Jean Daniel l'éditorialiste du *Nouvel Observateur* par exemple, il importe de « « dés-arabiser » le problème et lui rendre sa vraie dimension qui est palestinienne »¹⁹. De même pour Paul Thi baud, collaborateur à *Esprit* et qui en deviendra le rédacteur en chef au départ de Jean-Marie Domenach en 1977 : « parler du peuple palestinien [plutôt que des réfugiés arabes], c'est partir non du passé mais du présent, c'est désigner un nouvel agent historique et supposer que l'avenir dépend en partie du rôle qu'il choisira. »²⁰ Néanmoins, si on peut considérer que quelques tentatives ont pu être menées, elles sont restées largement embryonnaires ou clairement trompeuses, au regard non seulement de la charte de l'O.L.P., mais aussi des nom-

breuses déclarations de leaders arabes de toutes sortes²¹. La composante arabe n'est pas détachable de la revendication palestiniste. La prendre en considération entraîne une tout autre compréhension du conflit : l'expression « israélo-palestinien » – même utilisée sans exception²² –, n'a aucun sens et désigne incorrectement l'opposition entre les Juifs sionistes et les revendications arabes dans la région. Le conflit serait alors plutôt israélo-arabe, voire « sionisto-arabe » ou « sionisto-arabiste » pour être encore plus rigoureux. Cette dernière expression conserve d'ailleurs sa justesse après l'indépendance de l'Etat d'Israël, dans la mesure où le terme « Israélien » prend en compte des populations de culture et d'idéologie très différentes, et est donc trop large, tandis qu'« arabiste » désigne les revendications de type nationaliste arabe à l'ouest du Jourdain, par l'intermédiaire du palestinisme, alors que le terme d'« arabe » est aussi trop large car tous les Arabes n'adhèrent pas nécessairement à ce double nationalisme (arabiste d'une part, palestiniste d'autre part).

Si aucun intellectuel ne pousse jusque là ses réflexions - et c'est un vide flagrant - un certain nombre d'auteurs en revanche manifestent une opposition au palestinisme arabiste sur la base d'un raisonnement assez proche, bien que non explicite. Le député Jacques Mercier par exemple, qui se fait intellectuel dans son *Parti pris pour Israël*²³, dénonce, en commentaire d'une annexe présentant la charte de l'O.L.P., son caractère « raciste », en ce qu'elle ne désigne à la base comme « Palestiniens » que les seuls Arabes et non l'ensemble des individus peuplant la région²⁴. Dans sa *Philosophie de l'Etat d'Israël*²⁵ le philosophe Robert Misrahi développe quant à lui une vision originale selon laquelle tout comme « les Juifs forment une totalité culturelle dans le monde, dont l'Etat objectif et institutionnel d'Israël est peut-être une partie [...] les Palestiniens forment une partie de la nation arabe ». Ce qui le gêne de ce fait, est l'absence de réciprocité dans le camp arabe du fait de la non-reconnaissance d'Israël. Pour autant, l'argumentation de Jacques Givet dans son ouvrage de 1968, permet de faire ressortir un autre élément, négligé par Misrahi. En effet, si l'on prend en compte chacun des deux termes (« Juifs » et « Arabes ») comme désignant un tout revendiqué comme un peuple et une nation, alors nous dit l'auteur, « on ne peut pas mettre sur le même plan un Etat souverain reconnu par les Nations-Unies, *seule patrie du peuple juif* permettant à celui-ci d'être représenté en droit international, et une partie du peuple arabe [le « peuple arabe palestinien » de la Charte de l'O.L.P.] (lui-même représenté par 14 Etats souverains) ». Si l'on combine les idées des deux auteurs : le tout « Juif », en tant qu'entité, ne dispose que d'un Etat en tant que peuple – les autres Juifs de par le monde ne constituant que des individus ou des communautés juives – tandis que le tout « Arabe » – en plus de constituer des individus et des communautés de la

même manière que les Juifs – dispose en plus de 14 Etats souverains et non d'un seul. Cette critique se fonde d'ailleurs sur une conception des Arabes revendiquée par l'ensemble des dirigeants, intellectuels et élites arabes, même s'ils usent du même terme de « peuple » pour qualifier à la fois les Arabes dans leur ensemble et leurs différentes divisions (du Moyen-Orient au Maghreb). D'où la qualification, assez rare toutefois et peu explicite, de véritable colonialisme arabe.

Quant à la conception des Juifs, elle rend impossible tout débat avec une perception marxiste pour laquelle le terme de « Juif » ne désigne qu'une religion mais jamais un peuple, ce qui l'exclut de tout droit à l'autodétermination. Cette vision radicalement différente explique en partie l'opposition marxiste et marxisante à l'Etat d'Israël et au sionisme. Elle ne suscite une opposition farouche que parmi les plus orthodoxes.

Le poids de l'essence d'Israël dans le jugement de l'action d'Israël

Si le sionisme et Israël sont bien souvent perçus par l'intelligentsia de gauche comme trop théocentrés²⁶, c'est plutôt une certaine conception du « peuple juif » dans son essence, l'histoire et la politique, qui provoque une condamnation de la politique et de l'action israéliennes après 1967. Contester Israël dans son fondement, sa taille et sa légitimité est une chose en soi, c'est autre chose que d'exiger de lui un certain comportement et une certaine politique. Force est de constater à l'étude des argumentaires et des perceptions des intellectuels français vis-à-vis d'Israël et du conflit israélo-arabe, qu'Israël occupe une place - ô combien particulière - dans l'intérêt qu'on lui porte. A la fois en sa faveur et contre lui. D'une certaine façon, l'Etat d'Israël ne se détache pas, dans le regard de l'intelligentsia française, du poids historique et philosophique qui pèse sur toute l'histoire de la judéité. Son acceptation de fait, lorsqu'elle existe, relève elle-même d'une conception liée à l'histoire juive au xx^e siècle. Les exigences qu'elle fait peser sur l'Etat d'Israël, tout comme l'espoir ou l'admiration que certains lui portent, sont à bien des égards un héritage et une perpétuation d'un esprit et d'une vision proprement juives ou chrétiennes, qui prennent leur racine bien avant le siècle des génocides. Des sentiments passionnels et étonnamment irrationnels que les intellectuels français, d'ordinaire plus rationalistes pourtant, ne nient même pas, sont souvent manifestés.

De la Shoah à l'Etat d'Israël et d'Israël à la Shoah

Si, tout au long des années 70, la condamnation d'Israël et du sionisme, formulée par des intellectuels qui considèrent que l'Etat d'Israël est un preneur de terre, va bon train, la revendication proprement antisioniste et anti-israélienne qui en

appelle à la destruction de cet Etat, reste cependant assez minoritaire, voire exceptionnelle. Certes certains partis politiques ou membres de certains partis – surtout parmi des intellectuels marxistes et pro-arabes – soutiennent des milieux appelant officiellement et publiquement à la destruction de l'Etat d'Israël ou font preuve de fraternité avec eux. Cependant, l'idée d'en appeler dans un texte intellectuel à la destruction d'un Etat, provoquant l'expulsion ou l'extermination d'une bonne partie de sa population, paraît quelque peu difficile. Même les antisionistes les plus virulents font mine de croire à une domination arabe qui respecterait la minorité juive. Rodinson par exemple, pourtant très antisioniste, convient qu'on ne pourrait aussi simplement rayer l'Etat d'Israël de la carte, sans provoquer des désastres humanitaires. Aussi, accepte-t-il presque *de facto* l'Etat d'Israël – même s'il le condamne à tout niveau –, faute de pouvoir faire autrement face à une population juive sioniste qui refuse de laisser l'Etat juif disparaître ou d'être englobé dans une fédération arabe.

Parmi les raisons qui poussent à tolérer l'Etat d'Israël, malgré les reproches qu'on fait à sa création et à son fondement, le poids que constitue la Shoah dans l'imaginaire occidental, est primordial. Israël constitue ainsi pour eux, l'anti-Shoah, à savoir l'Etat-foyer ou abri imaginé et construit pour protéger les populations juives de l'antisémitisme, que ce dernier soit occidental ou autre. Les protéger et faire en sorte que cette fois elles ne soient pas menées à l'abattoir sans possibilité de résistance étatique. Cette idée est si prégnante à vrai dire que la légitimité de l'Etat d'Israël est bien souvent *réduite* à un foyer pour les Juifs, ce « foyer national pour le peuple juif » dont parlait la Déclaration Balfour. Y compris chez certains sionistes fervents. Ce sont en effet bien plus souvent ces raisons de protection et d'abri pour les Juifs qui sont mises en avant, plutôt que des raisons patriotiques et nationales, d'autant que la vague socialiste, marxisante et internationaliste, hostile au nationalisme – mais de type occidental, c'est-à-dire à un certain niveau de l'histoire – en vient souvent à être tout simplement hostile au fait national en général. Par conséquent, si Israël, Etat occidental (et moderne), aurait un droit à l'exception, ce serait uniquement en vertu des souffrances dont les Juifs ont pu être les victimes au cours de l'histoire : la Shoah bien sûr, en premier lieu, puis les pogromes, et enfin d'autres persécutions, la gamme de persécutions mise en avant variant en fonction de l'auteur.

En ce sens l'Etat d'Israël n'est pas accepté pour ce qu'il est, pour ses droits et pour ce qu'il fait, mais par sentiment de compassion. Cette compassion constitue, aujourd'hui comme alors, une raison presque première²⁷. Elle concerne l'ensemble de l'intelligentsia « a-sioniste » comme une partie des sionistes en son sein qui en font un élément premier. Ce sentiment, est certes compréhensible

mais non strictement rationnel, ce que ne manquent pas de souligner ceux qui se classent dans l'opposition antisioniste la plus forte, parmi lesquels Pierre Démeron²⁸, qui parle d'ores et déjà d'une forme d'instrumentalisation de la Shoah au profit de l'Etat d'Israël. Une idée qui a depuis fait son chemin. Mais encore faut-il noter que la force mentale de la Shoah sur les esprits de l'époque porte plus loin. Si en un sens elle fait tolérer Israël à ceux qui ne reconnaissent pas ses droits historiques et patriotiques pour d'autres raisons, elle limite en revanche le champ d'application de la politique israélienne. C'est à travers la mémoire de la Shoah et la leçon qui en est tirée dans un certain système de pensée que ce phénomène se réalise. La Shoah en effet, constitue dans l'imaginaire de beaucoup d'intellectuels, lorsqu'elle n'est pas niée ou minimisée dans certains milieux – assez réduits toutefois –, l'archétype même de la barbarie de l'homme. A ce titre, tout doit être mis en œuvre pour éviter sa reproduction. Néanmoins, son souvenir, si prégnant dans la mémoire de certains, en particulier parmi un certain nombre d'intellectuels juifs, conduit à ce que Jean-François Revel dénonce comme un « déterminisme » historique, réduisant toute action violente ou répressive à la Shoah. Non pas à la Shoah en elle-même, mais à tout ce qui y conduit. Ainsi, en dominant une population qui lui est globalement hostile en Judée et en Samarie à partir de 1967, la *realpolitik* pousse Israël à mener une politique qu'on pourrait qualifier de répressive. Or l'armée, la répression et la domination d'une population – qualifiée d'« occupation » – s'assimilent par un raccourci intellectuel, ou plutôt affectif, aux S.S., aux nazis, à la seconde guerre mondiale et à l'extermination des Juifs d'Europe, bref à la Shoah. Le « sentiment proche de la honte »²⁹ qui s'empare de nombreux intellectuels d'origine juive après la victoire israélienne de 1967, comme les discussions auxquelles ils se livrent, témoignent de l'ampleur d'une telle assimilation et réduction de toute action répressive à celle ou celles qui ont mené à la Shoah. A tel point qu'il faut sans doute, tant cette rhétorique et ce sentiment furent et sont restés prégnants tout au long de notre période d'étude (et sans aucun doute bien après), parler de « shoïsme » et de « mémoire shoaïste »³⁰ pour désigner ce type de comportement et de pensée. Très sensibilisés à cette mémoire, des intellectuels juifs et d'origine juive – y compris parmi les philo-sionistes encore une fois – ont donné de la résonance à cette vision. Emmanuel Berl, dans son *Nasser tel qu'on le loue*, résume cette idée que « rien ne pouvait être plus pénible pour les Juifs que de devenir la cause, proche ou lointaine, et même innocente de ce que d'autres hommes vivent dans des camps qui leur rappellent trop d'horreurs. »³¹ Or, si cette approche post-Shoah des rapports militaires et humains pouvait concerner n'importe quelle partie du globe et n'importe quel problème³², c'est pourtant l'Etat d'Israël, parce qu'essentiellement juif,

qui subit, plus que tout autre, l'implacable passage au crible « shoaïste ». Marek Halter l'exprime de façon franche et authentique dans *Le fou et les rois*, lorsqu'il confie : « Moi ce qui me bouleversait, c'était de voir ces jeunes garçons Juifs, armés, gardant des Arabes mains en l'air. Comme se le demandait plus tard mon vieil ami Georges Wald : « Est-ce donc le prix que les Juifs doivent payer pour avoir droit à une nation ? »³³. De cette façon donc il se développe face à l'Etat d'Israël, un milieu intellectuel – ou les Juifs sont nombreux – qui par shoaïsme et refus de la raison d'Etat, accepte très mal la situation israélienne et la victoire de 1967. Plus encore, nombre d'intellectuels – au premier rang desquels Wladimir Rabi – en viennent à condamner de plus en plus fermement l'Etat d'Israël au fil des ans, non plus seulement en réaction à la Shoah et à la barbarie qui l'a précédée, mais au nom même de l'idée juive, des valeurs juives et de ce qu'ils nomment l'« éthique juive » ou l'« esprit juif ». Un esprit et une éthique portés en valeur suprême qui les amènent à s'opposer au monde juif tel qu'établi, incarnant avant la lettre le phénomène des alterjuifs³⁴.

Alterjuifs et judéophiles

En 1979 dans son livre majeur, *Un peuple de trop sur la terre* ³⁵, Wladimir Rabi énonce une série de reproches à l'encontre de l'Etat d'Israël et de ses défenseurs, à ses yeux trop aveugles et inconditionnels dans leur soutien. Selon lui, un décalage grandissant se fait jour, principalement en Israël, entre les « traditions historiques d'humanisme, par la pesée de l'environnement et l'absence d'Etat et de raison d'Etat, [et les] nécessités de sécurité pour Israël ». Au nom de cet idéal éthique, Rabi refuse à peu près tout ce qu'une armée peut être amenée à faire pour assurer sa sécurité dans la situation qui est la sienne : les représailles, les arrestations, les destructions de maisons, les barrages, les fouilles, etc. Ni lui ni d'autres alterjuifs ne nient réellement qu'il s'agisse de raisons de sécurité crédibles, mais ils refusent leur application par principe éthique, en opposition à la Raison d'Etat lorsque cette Raison n'est pas en accord avec cette éthique – « libérale » ou « humaniste » pour les uns, et simplement bien-pensante pour ceux qui dénoncent cet irréalisme. Mais cette appréhension des choses va plus loin. Chez Jean Daniel, chez Wladimir Rabi, chez Vidal-Naquet, le Juif est « responsable du mal fait par l'autre », comme dans la philosophie d'Emmanuel Levinas. Cette approche toutefois ne reste pas uniquement philosophique, elle est étendue au domaine politique. En un sens, la Raison d'Etat fait des Juifs une « nation comme les autres ». Si les autres nations peuvent être condamnées par l'éthique alterjuive – qui n'est rien d'autre qu'une certaine lecture de la tradition juive –, les Juifs, parce que Juifs et parce qu'incarnant cet univers de tradition éthique, sont par-dessus tout condamnés. L'exigence à leur égard étant plus

élevée, son non-respect supposé appelle une condamnation d'autant plus forte. L'étude des auteurs révèle de façon claire qu'« au fond, nous attendons toujours beaucoup plus des Juifs que des autres », selon une phrase de Jean Lacouture³⁶. Mais cette approche particulariste – et tout à fait inégalitaire – fait des Juifs une population et un peuple à part (dans un sens éthique et philosophique mais aussi politique, c'est important). Il n'y a pas là une simple boutade lancée à quelques journalistes et dans quelques revues communautaires. Non seulement, elle émane d'intellectuels d'origine juive ou juifs, parfois communautaires, mais elle fait aussi partie intégrante du discours d'intellectuels laïcs ou chrétiens. Jean Lacouture en est un exemple, Jean-Marie Domenach en est un autre, mais d'autres encore, dans leur jugement, en témoignent. On le constate par exemple au sujet de questions plus précises comme le statut de Jérusalem, où l'on demande aux seuls Juifs de ne pas disposer d'une véritable capitale historique, de ne pas disposer de capitale religieuse d'un point de vue religieux, et d'internationaliser ou d'« extra-territorialiser » la ville alors même qu'on ne l'avait pas demandé aux Jordaniens avant 1967. Les critiques les plus contradictoires sont de mise. D'un côté, certains milieux chrétiens (parmi les plus simplement hostiles au judaïsme) entendent démontrer que l'humanisme enseigné par les apôtres fut l'apport essentiel du christianisme face à un judaïsme barbare³⁷, d'un autre côté on attend d'Israël et de lui seul un comportement évangélique, quitte à ce qu'il y perde sa vie, celle de ses habitants, ou au moins de quelques centaines ou milliers d'entre eux, ce qui ne manque pas de créer débats et frictions. D'autant que cette position, loin d'être marginale, se retrouve dans de hauts milieux intellectuels comme ceux des chrétiens dits « progressistes » : la mouvance d'*Esprit*, des groupes *Témoignages chrétiens*, même si ces derniers sont de toute façon bien plus hostiles à toute souveraineté juive.

Pour autant, d'autres milieux, se démarquant eux aussi comme chrétiens, font preuve au contraire d'un soutien appuyé envers l'Etat d'Israël. Représentés par de grandes figures comme Maurice Clavel, François Mauriac et Jacques Maritain, la vision de ces courants est dans l'ensemble celle du « sionisme de Dieu » décrit par Claude Duvernoy³⁸. On retrouve par exemple des argumentaires philosionistes au sein des milieux protestants et autour de la revue *Réforme*. Si l'on ne peut généraliser évidemment, et s'il conviendrait de mener une monographie sur ces micro-milieux, il reste que cette mouvance est plus sensible, au contraire des alterjuifs et des shoaïstes, à un argument de type « alter-shoaïste », c'est-à-dire à une conception selon laquelle la Shoah, bien que constituant un événement tout aussi majeur que pour un esprit shoaïste, est interprétée de façon différente. A l'inverse d'un comportement visant à condamner toute action répressive, fut-elle du « bon » côté – c'est-à-dire du côté de la justice –,

on est suspicieux envers toute forme d'attaques virulentes et radicales envers Israël et le monde juif, l'assimilant parfois à une forme d'antisémitisme. Une vision alternative qui, dans sa forme la plus réductrice, met comme le dit Alain Finkielkraut³⁹, « dans le même sac les belles phrases en porcelaine et les injures en béton, les « Vous autres... », dits sans penser à mal, et les « Sale juif ! » cruels ou vulgaires. » Une façon, dit-il encore, de rabattre « chaque offensive sur un modèle unique : Auschwitz ». Donc la Shoah, d'où le terme d'« altershoaïsme ».

Mais alors que les altershoaïstes sont sans doute moins influencés par la vision marxiste et marxisante du monde, et sont de ce fait considérés comme plus à droite sur l'échiquier politique français, les « shoaïstes » en revanche, sont à la base de la pensée de la gauche du « second vingtième siècle », marquée par l'antifascisme d'une part et l'anticolonialisme occidental⁴⁰ d'autre part.

Le poids d'une certaine gauche

Dans un ouvrage datant d'octobre 2005, Caroline Fourest⁴¹, journaliste à *Charlie Hebdo*, décrit les sensibilités de la gauche altermondialiste, bercée entre antifascisme et anticolonialisme occidental. Nous constatons, dès les années 60 et 70 déjà, cette même forme de compréhension politique au sein des intellectuels français de gauche. Or cette gauche, qu'on appelle plus généralement tiers-mondiste à l'époque, reste sans aucun doute très majoritaire tout au long des années 1970. Son poids dans l'approche du conflit est tout à fait primordial, car cette gauche intellectuelle – il ne s'agit pas de la gauche politique – juge uniquement selon ses propres repères idéologiques. La thèse anticoloniale, on l'a vu, y est omniprésente. De même, les raisonnements de ces intellectuels, se revendiquant haut et fort de gauche, sont bien souvent « franco-centrés », au mieux « occidental-centrés ». Jugeant en fonction de leurs critères et de leurs références, les parallèles avec la guerre d'Algérie, dont le souvenir est encore très proche, ne manquent pas. D'un Jean-Paul Sartre qui se doit d'approuver le terrorisme, « seule arme des faibles », comme il l'a fait pour le F.L.N., à Jean Daniel ou Pierre Vidal-Naquet qui y font référence dès qu'il s'agit de répression ou de torture, la guerre d'Algérie, véritable moment tournant de l'ensemble de la gauche française selon une analyse de François Furet, devient le point de comparaison du développement de la gestion des territoires de Cisjordanie-Gaza, sous la tutelle d'Israël après 1967. Cette ligne interprétative produit une image d'Israël qui se détériore avec le temps. Au fur à mesure que l'opposition de la population arabe se fait sentir, que se développent les implantations – légales ou sauvages –, mais aussi que l'Etat d'Israël, par le biais de ses gouvernements, se nationalise et se « droitise » – l'élection de Menahem Begin en 1977 en étant le parachève-

ment – sa condamnation par l'intelligentsia française de cette gauche se renforce et se radicalise. Le déchaînement de la presse contre Israël lors de l'opération « Paix en Galilée » en 1982 est de ce point de vue, parfaitement logique, car cette gauche, parce qu'internationaliste est de ce fait antinationaliste, voire antinationale. Elle est ainsi peu à même d'écouter les revendications patriotiques d'une droite israélienne sur la Judée ou la Samarie et bien souvent aussi sur Jérusalem⁴². Une droite qu'elle condamne à plusieurs niveaux : en vertu d'un internationalisme qui regarde tout patriotisme avec suspicion (en partie en réaction et par réduction de tout nationalisme au nationalisme exclusif et intransigeant d'une partie de l'Europe au XIX^e siècle et dans la première partie du XX^e siècle) ; en vertu d'un regard laïc bien éloigné des références religieuses de certaines mouvances de droite israéliennes (un élément assez négligé du côté israélien) et en vertu d'une croyance dans le socialisme et le « progressisme » de gauche qui pousse certains intellectuels à un manichéisme parfois sectaire, excluant intrinsèquement hommes et idées réputés de droite. En témoignent nombre d'écrits et déclarations qui en appellent à la gauche et à elle seule et aux hommes de gauche et à eux seuls dans la recherche de solutions au conflit, alors même que certaines approches, parce qu'émanant d'esprits jugés de droite, ne sont pas réellement prises en considération. Ce qui constitue une nouvelle fois un déficit intellectuel dû à un préalable ou préjugé idéologique. Par exemple, le propos tenu par Albert Memmi, un fervent sioniste mais aussi un fervent socialiste, est significatif : « si le sionisme n'est pas socialiste, alors il perd de son sens, car le sionisme n'est pas seulement la construction d'une nation, il a voulu la normalisation sociale, économique et culturelle du peuple juif »⁴³. Si on peut comprendre qu'une gauche laïque repousse d'instinct toute référence religieuse non strictement rationnelle de la droite israélienne, on comprend moins qu'elle use elle-même de concepts irrationnels (qui placent les Juifs à part comme dans l'alterjudaïsme et le shoaïsme), ou qu'elle écarte toute discussion sur des questions d'identité, de peuples et de populations, d'histoire et de patrimoine, de redéfinition de territoires touchant aux Juifs. Dans tous les cas, l'Etat d'Israël et la question juive, non seulement ne sont pas traités dans leur pleine complexité – laissant de nombreux éléments de côté –, mais sont aussi très peu abordés sous un regard qui ne prend en compte que le rationnel et la Raison.

L'Etat d'Israël en tant qu'« Etat pour le peuple juif », en tant qu'Etat sioniste, c'est-à-dire en tant qu'Etat pour les Juifs – perçus comme un peuple avec sa définition propre et ancré dans une histoire, un patrimoine et un territoire précis et revendiqué – est quasi-systématiquement rejeté. Même toléré, reconnu, voire admiré, l'Etat en tant que tel et les revendications qui y sont liées sont perçus comme problématiques. Va pour un Etat d'Israël, mais sous conditions !

Quelles solutions pour le conflit : changer l'Etat d'Israël, à l'extérieur comme à l'intérieur

Au regard du nombre de publications condamnant l'Etat d'Israël, dans son action ou dans ses fondements, du nombre de propos condamnateurs tenus à son égard et de la nature de ceux-ci, il ne fait aucun doute que l'Etat en lui-même est largement discuté, sans comparaison possible avec la plupart des Etats du globe, si ce n'est la totalité d'entre eux. Loin de faire l'objet d'une condamnation totale et systématique de tous néanmoins – même s'il est vrai que nombre d'institutions internationales dans les années 1970 lui sont largement hostiles, à commencer par l'Assemblée générale des Nations Unies⁴⁴ – l'Etat d'Israël subit les assauts de ceux qui n'en acceptent pas la forme, en un mot : qui veulent le changer. Ainsi, quand bien même les solutions proposées montrent chaque jour leurs défauts et leurs oublis, il n'empêche que si l'Etat d'Israël veut une véritable reconnaissance des instances et personnalités établies, non seulement politique mais aussi intellectuelle, et non rester l'un des rares Etats – sinon le seul – entièrement remis en cause, alors il lui incombe de se réformer et de réajuster ses fondements, ses institutions, ses lois, ses références et son territoire. Seul moyen pour lui de se conformer à l'exigence intellectuelle des antisionistes et des a-sionistes et de ne pas froisser certains sionistes non partisans de la souveraineté israélienne sur les territoires acquis en 1967.

D'une fédération arabe à la division en deux Etats

N'acceptant aucunement l'édification d'un Etat juif et sioniste au Proche-Orient, certains milieux y préfèrent sans ambiguïté une domination arabe. C'est le cas des milieux marxistes antisionistes proches de l'ultra-gauche. Alain Krivine, par exemple, d'ores et déjà membre du bureau politique de la *Ligue communiste révolutionnaire*, double candidat à l'élection présidentielle et membre de la *Quatrième internationale*, énonce clairement dans une interview au *Quotidien de Paris*, que selon lui « la solution qui s'impose est le démantèlement de l'Etat sioniste et son intégration dans un Moyen-Orient socialiste arabe. »⁴⁵ Si Krivine ne précise pas le déroulement d'une « intégration » de l'Etat d'Israël à un environnement arabe hostile, Alain Chambon⁴⁶, diplomate au Moyen-Orient et gaulliste de gauche, dans une collaboration à *Esprit* en 1974, tente d'esquisser un projet plus précis – quoique assez curieux – pour le Moyen-Orient, un projet dans lequel la Syrie jouerait un rôle majeur et où les Juifs, qu'on le souhaite ou non, finiraient à terme « bientôt réduits au statut de tributaires et finalement chassés par une vague de fanatisme »⁴⁷. Pour autant, pour l'ensemble de l'intelligentsia a-sioniste, bien qu'hostile à

l'Etat d'Israël tel qu'il est, « Israël a le droit d'exister »⁴⁸. Nous avons étudié en partie pourquoi, la question est à présent de savoir comment. Car il est clair qu'Israël, dans son étendue du 10 juin 1967, au lendemain de la guerre des Six Jours, est quasi-unanimement condamné. Même les intellectuels les plus défenseurs d'Israël dans le conflit qui l'oppose aux Etats et populations arabes avoisinantes ne se déclarent nullement officiellement partisans d'un Etat d'Israël conservant tous ses nouveaux territoires. Tout juste Paul Giniewski et Jacques Givet soulignent-ils les fondements historiques et patriotiques des revendications territoriales sionistes ; tout juste certains auteurs ou certains journaux (l'ouvrage de Jacques Hermone, des articles d'Herbert Le Poirrier dans *Le Figaro*, de Daniel Mayer – président de la Ligue des droits de l'Homme – dans *Combat* ou encore de Roland Faure dans *L'Aurore*) mentionnent-ils l'exploitation du conflit et des réfugiés arabes par les Etats arabes ; et tout juste d'autres encore, plus nombreux cette fois, admettent l'impossibilité d'une négociation avec une O.L.P. refusant tout dialogue et tout rapport avec Israël, entièrement nié. Mais la condamnation de la présence israélienne à l'ouest du Jourdain, dans la bande de Gaza et dans le Golan, est sans aucun doute la norme. Aucun courant intellectuel majeur et d'influence, pas même dans la presse juive, ne se réclame des nouveaux mouvements d'implantation. Si la presse communautaire juive, d'Arnold Mandel à André Neher, et certains journaux de droite comme *L'Aurore* peuvent sembler plus hostiles aux nationalismes arabes et à l'arabisme palestiniste, le débat intellectuel porte plus sur le non fondé ou l'extrémisme prétendus – selon les philosionistes – des positions arabes, que sur la légitimité ou non de la présence juive dans les nouveaux territoires de l'Etat d'Israël. Si la question des territoires fait débat, entre légitimité historique ou religieuse et frontières de sécurité, on ne trouve pas d'approbation ou de revendication totale des nouveaux territoires d'Israël parmi les intellectuels français, sauf figure mineure sans aucune portée ni influence, si ce n'est dans des micro-milieus très négligeables. Dans l'ensemble l'argumentation liée à ce sujet est beaucoup plus défensive qu'offensive⁴⁹. La présence israélienne est plus souvent condamnée que véritablement débattue, d'autant que la question mêle des revendications de type religieux et d'autres plus proprement historiques. On a peine par exemple à la lecture de la presse nationale française, à comprendre les revendications et les justifications d'un mouvement comme le Goush Emounim, alors même que celui-ci est vivement critiqué et constamment qualifié d'intégriste. C'est Alain Finkielkraut dans son article publié dans la revue *Le débat* en 1981⁵⁰ seulement, qui permet le mieux de comprendre la logique de poursuite du sionisme d'un tel mouvement en en présentant la pensée.

En revanche, le débat se fait plus précis sur un lieu comme Jérusalem. Réunifiée après la guerre des Six Jours, sa partie est annexée, trois positions s'affrontent à son sujet. Ceux pour qui Jérusalem doit retourner à la Jordanie ou aux Arabes en général bien que l'accès aux Lieux Saints ait été alors interdit à tout Juif du monde et à tout Israélien, sans compter les destructions de synagogues et de différents lieux juifs après la conquête de l'est de la ville par les troupes hachémites en 1948. Ceux pour qui Jérusalem et les Lieux Saints doivent être internationalisés, et ceux pour qui sa souveraineté doit revenir à Israël. Ces derniers avancent principalement deux raisons : d'abord parce qu'elle fait partie avant tout du patrimoine et de toute l'histoire des Juifs, et parce que sa véritable internationalisation et le libre accès total aux lieux Saints ne s'est jamais réalisé que sous souveraineté israélienne.

Mais quoiqu'il en soit, en ce qui concerne la Judée, la Samarie et la bande de Gaza, les revendications « palestiniennes arabistes » connaissent un succès certain. Si bien que les années 1970 voient enfler l'idée d'une division du territoire entre Méditerranée et Jourdain, entre deux Etats : l'un juif, l'autre arabe. Mais ce n'est plus sur la base de la division d'un territoire donné (comme ce fut le cas en 1947), mais en fonction du triomphe de l'idéologie arabiste palestinienne, une idéologie qui connaît ses heures de gloire alors même que de nombreux intellectuels restent hostiles à une O.L.P. qui ne reconnaît pas Israël et pratique attentats et guérilla. Ainsi, c'est sur cette base – l'accueil des revendications palestiniennes et l'idée d'un seul territoire pour deux peuples, bien connue aujourd'hui – que se déroule tout le débat intellectuel français. Ce déplacement intellectuel et sémantique, bien au-delà de l'intelligentsia et bien au-delà de l'hexagone, n'est pas sans effet sur le déroulement des événements, la création de '*Shalom arshav*' ('*La paix maintenant*') d'un côté et la reconnaissance d'Israël par l'O.L.P. un peu plus tard de l'autre. En réalité, les négociations politiques internationales et la conception commune aux diplomates de la région ont été forgées dans ces années postérieures à la guerre des Six Jours. Si d'autres conceptions existent, elles furent et restent aujourd'hui encore, sur le plan de la scène internationale, tout à fait mineures et négligées (sans pourtant être pleinement et réellement débattues comme on serait en droit de l'attendre). La volonté de changer Israël, vis-à-vis des ses voisins, reste inspirée de la même volonté internationale de concilier territorialement deux idéologies ou mouvements en confrontation : le sionisme et le palestinisme arabiste.

A ceci s'ajoute un autre débat et une autre volonté de changer Israël, très présente au sein de l'intelligentsia française (mais aussi ailleurs) : celui de le changer de l'intérieur, c'est-à-dire non plus seulement changer sa taille ou sa force, mais aussi son identité.

Changer Israël et en finir avec le sionisme

Fin mai 1967, six jours avant le déclenchement d'une nouvelle guerre israélo-arabe, Jean Daniel, éditorialiste au *Nouvel Observateur* écrit dans ce même hebdomadaire que « l'Etat d'Israël est à réformer, et dans son organisation, et dans son orientation. »⁵¹ Or le journaliste n'est pourtant pas le plus hostile au sionisme. Pour tout un courant intellectuel en effet, s'il faut se faire à l'Etat d'Israël, à cet Etat que les Arabes ne peuvent que « rêver de détruire » selon le mot de Maxime Rodinson⁵² – faute de pouvoir le détruire sans catastrophe humaine – alors il conviendrait de réussir à le changer de l'intérieur. En clair de le « désioniser » – par le biais d'une « déjudaïsation » qui gommerait toute référence à la judéité et à un quelconque « peuple juif » –, puis de le « levantiniser » ou de l'« orientaliser », pour l'intégrer à un environnement arabisé et arabophone, appelé oriental. Or, si la seconde proposition pourrait surprendre aujourd'hui l'observateur d'un Etat d'Israël où la population provenant des pays à dominance arabe a numériquement dépassé celle en provenance d'Europe centrale, elle émane en fait principalement d'une conception d'Israël qui le voit comme l'Occident en Orient, et « comme une épine occidentale dans un océan arabe ». Ce découpage manichéen entre Occident et Orient oriente une partie de la classe intellectuelle vers deux voies. D'une part vers une forme d'anti-occidentalisme – dont l'archétype peut se voir dans les articles de l'historien marxiste britannique Isaac Deutscher⁵³ – qui rejoint ce qu'a décrit Pascal Bruckner en 1980 dans *Le sanglot de l'Homme blanc*⁵⁴ et qui vis-à-vis d'Israël a pu prendre des formes d'hostilité anti-ashkénaze⁵⁵, ou tout simplement antijuive en tant que les Juifs représentent l'Occident, en vertu d'un préjugé plus favorable aux « orientaux », Juifs et Arabes, perçus logiquement comme moins occidentaux, donc non coupables ou moins coupables en tout cas. Cet orientalisme, cumulé avec l'anticolonialisme européen et le nouvel antiracisme, débouche parfois sur un véritable culte du métissage à prétention universelle, afin de « synthétiser l'universalité des valeurs, la tolérance, l'accueil, le brassage, la bâtardise »⁵⁶, un culte du métissage et du métissé qui, outre la négligence envers toute identité culturelle à l'échelle d'un peuple ou d'une région au nom de l'universel, prend de temps à autre des allures de préjugés raciaux, au nom même de l'antiracisme, à la façon d'un antiracisme raciste. C'est ainsi qu'une autorité intellectuelle comme Jean-Marie Domenach s'extasie littéralement, en 1976 lors d'un voyage en Israël, devant l'« orientalisation » du pays. Le directeur d'*Esprit* en effet n'hésite pas à écrire : « Rumeurs, odeurs, gesticulations... On croit débarquer au Maghreb, en Orient [...] maintenant les Orientaux donnent le ton, gai, bruyant, blagueur, sans débrayé pourtant. »⁵⁷ Sous couvert de se réjouir de l'évolution de la population israélienne, non seulement les populations

orientales sont, quoiqu'on en dise, traitées sur un ton quelque peu paternaliste, mais la population d'origine européenne est perçue comme illégitime à elle seule en Israël. Israël étant situé dans ce qu'on appelle aujourd'hui l'Orient, entouré d'Arabes, seuls des Juifs orientaux sauraient faire justifier leur place aux Juifs, les Ashkénazes souffrant de trop d'« occidentalité ». Et ainsi s'insère la question raciale ou ethnique dans le discours d'intellectuels se réclamant de l'antiracisme.

Le classement des Israéliens ne suit pas seulement la logique orientaliste qui sépare les populations d'origines européennes et orientales, il divise la population israélienne entre ceux qui sont censés être favorisés par un Etat à primauté juive et une population arabe jugée discriminée. La question de la déjudaïsation et de la désionisation constitue donc la deuxième critique interne faite à l'Etat d'Israël. Accusé d'être un Etat fondé sur une religion et donc discriminatoire par essence envers sa population non juive, l'intelligentsia française antisioniste et a-sioniste préconise soit l'instauration d'un Etat « laïc et multiracial » judéo-arabe, soit l'instauration d'un Israël sans sionisme. Or si la première idée est peu suivie en raison des contradictions du discours de l'O.L.P. à ce sujet, la deuxième solution, bien que peu précise, emporte en réalité un vif succès. De façon floue mais certaine, c'est la définition même du judaïsme et de la judéité qui est en jeu, balancée entre religion, éthique, tradition et idée d'un « peuple juif ». Une contestation qui dépasse largement le cadre des stricts antisionistes, intellectuellement parlant, et le cadre de la France en terme de portée et de réussite. La mouvance intellectuelle post-sioniste en effet en est comme une résurgence et un approfondissement qui connaît, déjà à l'époque et sans conteste aujourd'hui, un fort succès au sein des élites israéliennes elles-mêmes.

En somme, plusieurs complexités se cumulent : les raisons de l'existence de l'Etat d'Israël, la nature de cet Etat et par là même le besoin de définir la judéité, le rapport des Juifs et de l'Etat juif aux autres Etats et nations, l'étendue de cet Etat et par là même ses relations avec ses voisins. A cela s'ajoutent les mêmes questions de définition et d'identité concernant les voisins. S'il est vrai que l'intelligentsia française est loin d'être la seule dans ce cas – puisque l'Etat d'Israël lui-même ne parvient pas à donner des réponses claires à toutes ces questions –, nous avons montré que le discours répandu par les intellectuels en France, fait preuve, sous bien des aspects, soit de partialité, soit d'irrationalité et de croyance d'un autre ordre, soit d'un manque d'interrogation et de précision, tant dans son approche que dans les termes et concepts qu'il utilise. Or la tâche primordiale qui incombe aux intellectuels n'est-elle pas justement de définir ce que sont les choses et ce qu'elles ne sont pas ?

notes

1. Cet article se fonde sur un mémoire universitaire de deuxième année de Master recherche, soutenu à l'Institut d'études politiques de Paris en juillet 2007 : Misha Uzan, *Images d'Israël et compréhension du conflit israélo-arabe par les intellectuels français, 1967-1982*, IEP Paris : mémoire de Master 2^e année, 2007, sous la direction de Jean-François Sirinelli.
2. Il faut signaler cependant un mémoire universitaire s'interrogeant sur *Les intellectuels français et la guerre des Six Jours* par Mikaël Guedj, IEP Paris, mémoire de DEA, 2001, sous la direction de Jean-François Sirinelli, une étude socio-politique des réactions intellectuelles à la guerre des Six Jours par le biais des pétitions, des réunions, de la création de comités et de publications.
3. Raymond Aron, *Mémoires, 50 ans de réflexion politique*, Paris : Julliard, 1983, pp. 498-526.
4. Raymond Aron, « Les Juifs et l'Etat d'Israël », in *Le Figaro littéraire*, 24 février 1962, reproduit in Raymond Aron, *De Gaulle, Israël et les juifs*, Paris : Plon, 1968, p. 176.
5. Jacques Hermone, *La gauche, Israël et les Juifs*, Evreux : La table ronde de Combat, 1970.
6. Jacques Givet, *La Gauche contre Israël ? Essai sur le néo-antisémitisme*, Utrecht : Jean-Jacques Pauvert, avril 1968, 199 p.
7. En France, car la dialectique rodinsonnienne trouve avant elle des équivalents en Israël avec Nathan Weinstock (aujourd'hui revenu sur ses positions antisionistes, voir *L'Arche*, n° 579-580, juillet-août 2006) et en Grande Bretagne avec Isaac Deutscher. Ces trois auteurs offraient d'ailleurs des rapprochements étonnants, tant dans leurs positions que dans leurs parcours et l'histoire de leur famille.
8. « Groupe de recherches et d'action pour le règlement du problème palestinien ».
9. A l'image de Pierre Vidal-Naquet qui conteste la qualification d'Israël comme colonialiste, bien qu'il se déclare « antisioniste » dans une lettre adressée à *Témoignage chrétien*. Cité in Jacques Hermone, voir note 5.
10. Revue et comité créés à partir des réseaux de Clara et Marek Halter, et selon leur idée. Clara Malraux en est la directrice de publication ; Clara et Marek Halter ainsi que Danièle Lochak et Fernand Rohman font partie du comité de rédaction.
11. Jean François Revel, « Mon choix », in *Eléments. Comité de la gauche pour la paix négociée au Moyen-Orient*, n° 1, décembre 1968.
12. Maxime Rodinson, *Israël et le refus arabe. 75 ans d'histoire*, Paris : Editions du Seuil, 1968, L'Histoire immédiate, collection dirigée par Jean Lacouture.
13. Paul Giniewski, *Le point de vue juif*, Bruxelles : Editions de la librairie encyclopédique, 1970.
14. Paul Giniewski, *Le sionisme. D'Abraham à Dayan*, Bruxelles : Editions de la librairie encyclopédique, 1969.
15. Shmuel Trigano, *La nouvelle question juive, L'avenir d'un espoir*, Saint Amand : Gallimard, 1979, Collection idées, p. 90.
16. *Le Monde*, 13 janvier 1978.
17. Wladimir Rabi, *Un peuple de trop sur la terre ?*, Paris : Les presses d'aujourd'hui, 1979 (4^e trimestre).

18. René Rémond, « La question du Proche-Orient », propos recueillis par Victor Malka, in *L'Arche*, n° 200, 26 octobre-25 novembre 1973.
19. Jean Daniel, « Sur une condamnation d'Israël », in *Le Nouvel Observateur*, 6 janvier 1969.
20. Paul Thibaud, « Des réfugiés aux Palestiniens », in *Esprit, Journal à plusieurs voix*, novembre 1970.
21. Citons simplement cette simple phrase de Bassam Shakaa, ancien maire de Naplouse, qui en exprime toute la problématique, c'est nous qui soulignons : « Je suis un *Palestinien*. Je ne quitterai jamais ma terre. Je sacrifierai ma vie pour mon peuple et mon pays. La Palestine est *arabe* et le restera. » *Libération*, 11 juillet 1980, « La loi du retour ». On voit ainsi comment la qualification de « palestinienne » n'a de sens que si on la qualifie ensuite de juive, arabe ou autres.
22. Par facilité intellectuelle et sémantique d'une certaine façon.
23. Jacques Mercier, *Parti pris pour Israël*, Paris : Robert Laffont, 1970, 172 p.
24. A sa base puisque son article 6 accorde ce qui constituerait une citoyenneté « palestinienne » aux Juifs qui « résidaient habituellement en Palestine jusqu'au début de l'invasion sioniste ». Mais si ceci émane d'une tolérance en terme de citoyenneté ou nationalité, il reste que la nature de la « palestinianité », selon la Charte, est arabe. De la même façon que sont Arabes dans leur constitution et leur fondement d'autres Etats où les Juifs, ultra minoritaires, ont la citoyenneté, mais bien souvent de seconde zone.
25. Robert Misrahi, *La philosophie de l'Etat d'Israël*, Paris : Mouton, 1975, p. 310.
26. Bien que le mouvement sioniste herzélien et sa suite aient été assez fortement laïcs, la qualification du sionisme comme mouvement d'essence « ethnico-religieux » est assez courante. Sans doute du fait de la référence à l'histoire des Hébreux et à la Bible comme tradition et valeur fondamentale de l'histoire juive. Il faut y voir la trace d'une compréhension du monde occidental, de l'essence de la philosophie occidentale et de son dualisme. Une conception bien différente de celle de la judéité. En 1979, sous notre période, Shmuel Trigano dans *La Nouvelle question juive*, y consacre de longs développements.
27. Un sentiment si fort qu'on serait tenté de parler aujourd'hui du « règne de la compassion » ? Mais nous sortons ici du cadre de cet article.
28. Pierre Démeron, *Contre Israël*, Montreuil : Jean-Jacques Pauvert, 1968, collection Libertés nouvelles dirigée par Jean-François Revel (Jean-françois Revel qui précise son désaccord avec l'argumentaire de l'auteur).
29. Pierre Vidal-Naquet, *Mémoires. 2. Le trouble et la lumière, 1955- 1998*, Paris : Editions du Seuil. La Découverte, 1998.
30. Le « a » dans « shoaïsme » ou « shoaïste », ne se prononce pas.
31. Emmanuel Berl, *Nasser tel qu'on le loue*, Paris : Gallimard, 1968.
32. Le slogan « CRS-SS » de Mai 68 est à ce titre parfaitement shoaïste.
33. Marek Halter, *Le fou et les rois*, Paris : Albin Michel, 1976.
34. « Les alterjuifs », in *Controverses. Revue d'idées*, n° 4, février 2007, Paris : Editions de l'Eclat.
35. Wladimir Rabi, *Un peuple de trop sur la terre ?*, Paris, : Les presses d'aujourd'hui, 1979 (4^e trimestre).

36. Victor Malka interroge Jean Lacouture, « Pour la banalité laïque d'Israël », in *L'Arche*, n° 206, mai 1974.
37. On retrouve notamment ces débats dans des textes journalistiques de Paul Giniewski, qu'il a lui-même réunis sous le titre de « front judéo-chrétien » in Paul Giniewski, *Le point de vue juif*, Bruxelles : Editions de la Librairie encyclopédique, 1970
38. Claude Duvernoy, *Le sionisme de Dieu*, Editions S.E.R.G. : Ivry, 1970, 302 p.
39. Alain Finkelkraut, *Le Juif imaginaire*, Saint Amand : Editions du Seuil, 1983 [1980], collection Points « Anthropologie Sciences humaines ».
40. Par « anticolonialisme occidental » nous soulignons que cet anticolonialisme se limite en réalité à une critique du colonialisme venu d'Europe mais néglige d'autres formes de colonisation. Dans l'acceptation courante on ne parle de colonialisme que contre l'Occident, néanmoins comme le précise Marc Ferro dans l'introduction de son *Histoire des colonisations*, d'autres formes d'invasions peuvent être qualifiées de la sorte. A tel point que l'histoire du monde peut être lue sous l'œil de l'histoire des colonisations. Voir Marc Ferro, *Histoire des colonisations : des conquêtes aux indépendances, du XIII^e au XX^e siècle*, Paris : Edition du Seuil, 1994.
41. Caroline Fourest, *La tentation obscurantiste*, Paris : Grasset, octobre 2005.
42. Il faut noter en revanche qu'elle est plus conciliante envers le et les nationalismes arabes. S'il faudrait tout un développement pour en expliquer les causes, diverses et multiples (anti-occidentalisme, tiers-mondisme, pro-arabisme...), le caractère englobant et internationalisant du nationalisme arabe, au singulier, loin d'être dénoncé comme un expansionnisme et un colonialisme, plut au contraire à une partie de l'intelligentsia marxiste et marxisante pour les raisons que donnent Nathan Weinstock dans son ouvrage de référence : Nathan Weinstock, *Le sionisme contre Israël*, Paris : François Maspero, 1969, 622 p. On peut lire page 487 : « La révolution arabe, en tant que contestation du découpage territorial légué par l'impérialisme, est un profond mouvement révolutionnaire menant à la révolution socialiste, indépendamment de la nature sociale de ses représentants momentanés. »
43. Albert Memmi, « Justice et nation » publié sous le titre « Unité et différences », communication au Congrès sioniste de Jérusalem en 1972, publié sous le même titre in *Cahiers Bernard Lazare*, n° 36, juillet-août 1972.
44. Le 10 novembre 1975 en effet, date majeure dans la condamnation du sionisme et d'Israël, la résolution 3379 déclare que « le sionisme est une forme de racisme et une discrimination raciale ».
45. « Alain Krivine : pour un Etat socialiste arabe », in *Quotidien de Paris*, 29 mai 1976.
46. C'est un pseudonyme. La direction d'*Esprit* a bien voulu nous donner quelques renseignements sur sa fonction et ses positions.
47. Alain Chambon, « Israël en Syrie », in *Esprit*, n° 437, juillet-août 1974.
48. Une expression courante sur laquelle Paul Giniewski ironise (in Paul Giniewski, *L'antisémitisme*, Bruxelles : Editions de la librairie encyclopédique, 1973) car selon lui elle révèle une impartialité envers Israël, d'une part du fait qu'elle vient toujours précéder une critique radicale de l'Etat

d'Israël, d'autre part et surtout du fait même qu'elle n'est employée que pour Israël et qu'elle sonnerait scandaleuse si elle visait un autre pays. Comme il en serait si on disait : « l'Égypte a le droit d'exister, mais il faut qu'elle rouvre le canal de Suez aux navires israéliens », page 23, ou « La France a le droit d'exister, mais il faut qu'elle augmente de 30 % le contingent de pamplemousses israéliens l'année prochaine ».

49. Nous entendons par là qu'elle vise plus à justifier, si justification il y a, la présence juive et israélienne dans les nouveaux territoires (questions de sécurité, revendications historiques, religieuses...), qu'à critiquer et attaquer intellectuellement la présence arabe. D'une façon générale, la défense de la présence juive organisée en Etat au Proche-Orient connaît la même logique. L'Etat d'Israël est contesté et certains cherchent à le défendre et à le justifier, mais en aucun cas inversement on ne trouve de contestation de la présence arabe dans la région. Le débat intellectuel n'aborde jamais cette question.

50. Alain Finkielkraut, « La déchirure », in *Le Débat*, n° 11, avril 1981, reproduit ensuite in Alain Finkielkraut, *La réprobation d'Israël*, Paris : Denoël/Gonthier, 1983.

51. Jean Daniel, « Faut-il détruire Israël ? », in *Le Nouvel Observateur*, 31 mai 1967.

52. Maxime Rodinson, *Israël et le refus arabe. 75 ans d'histoire*, Paris : Editions du Seuil, 1968, L'Histoire immédiate, collection dirigée par Jean Lacouture.

53. Pour qui la civilisation occidentale tout entière est à l'origine du nazisme. Voir Isaac Deutscher, « Sur la guerre israélo-arabe », in *Les Temps Modernes*, novembre 1967, n° 258, 23^e année.

54. Pascal Bruckner, *Le sanglot de l'homme blanc*, Paris : Seuil, 1983.

55. Alain Finkielkraut, *Le Juif imaginaire*, Saint Amand : Editions du Seuil, 1983 [1980] ; collection Points « Anthropologie des sciences humaines », p. 172.

56. Jean Daniel, interview avec Victor Malka, « Jean Daniel s'explique », in *L'Arche, Les héritiers de Mai 68*, n° 195, juin 1973.

57. Jean-Marie Domenach, « Israël a besoin des autres », in *Esprit, Journal à plusieurs voix*, « Retour d'Israël », septembre 1976, n° 460.